

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 8 septembre 2015

Direction de la police et des affaires militaires

11 2015.RRGR.53 Motion 008-2015 PS-JS-PSA (Marti, Berne) Evaluation de la prise en charge des requérants et requérantes d'asile

N° de l'intervention: 008-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée par: PS-JS-PSA (Marti, Berne) (porte-parole)
PS-JS-PSA (Fuhrer-Wyss, Burgistein)
PS-JS-PSA (Zäch, Berthoud)
Cosignataires: 14
Urgence: refusée le 22.01.2015
N° d'ACE: 729/2015 du 10 juin 2015
Direction: POM

Evaluation de la prise en charge des requérants et requérantes d'asile

Le Conseil-exécutif est chargé de faire évaluer par des experts externes les prestations de prise en charge des requérants et requérantes d'asile fournies sur mandat du canton par différents partenaires, et de présenter les résultats de l'analyse dans un rapport au Grand Conseil.

Les aspects suivants doivent notamment être évalués :

- les coûts (par personne prise en charge, par prestation),
- les charges de personnel (par personne prise en charge, par prestation),
- le programme des locaux des différents centre d'accueil (à l'inclusion du nombre de personnes par chambre, accès aux installations sanitaires, accès à la cuisine),
- le « rendement » par personne prise en charge ou par centre,
- le modèle d'affaires/les rapports annuels et les comptes des organisations prestataires,
- le traitement réservé aux personnes souffrant de maladies psychiques ou physiques,
- le traitement réservé aux familles, aux enfants, aux mères de nourrissons,
- l'accès aux offres de formation, de travail, de loisir,
- les contacts avec la commune et avec la population,
- les mesures de sécurité.

Développement :

Les experts jugent problématiques les modalités des contrats de prestations que le canton conclut pour la prise en charge des requérants et requérantes d'asile. Les contrats ne sont pas publics, ils échappent à la transparence nécessaire. Ils sont prolongés sans l'évaluation préalable des prestations fournies. Même si le canton souligne que les mêmes prestations sont exigées de tous les prestataires, tout porte à croire qu'il y a de grandes différences dans la qualité des prestations réellement fournies. Il est d'autant plus important de suivre attentivement la mise en pratique des contrats de prestations que les mandats sont attribués à des organismes à but lucratif.

L'évaluation et la comparaison ont pour but d'améliorer et de garantir la qualité de la prise en charge, d'établir une meilleure pratique et de garantir le respect de normes homogènes.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion demande que le Conseil-exécutif soumette à une évaluation externe les prestations fournies par les services d'aide sociale en matière d'asile (SASA) en faveur des personnes relevant du domaine de l'asile, dans l'objectif d'améliorer leur comparabilité.

Le Conseil-exécutif entend garantir une qualité homogène dans le domaine de l'asile. L'Office de la population et des migrations (OPM) a ainsi standardisé les contrats de prestations passés avec les SASA et adapté, en date du 1^{er} janvier 2015, les prescriptions relatives au contrôle de qualité et à

l'évaluation de l'efficacité dans la Directive sur l'aide sociale, l'aide d'urgence et les soins médicaux pour les personnes relevant du domaine de l'asile dans le canton de Berne (ci-après Directive sur l'aide sociale)¹. La procédure appliquée par l'OPM se recoupe très largement avec la stratégie mise en pratique depuis 2008 par le Secrétariat d'État aux migrations en matière de surveillance financière et d'examen de l'efficacité des contributions fédérales dans le domaine de l'asile et des réfugiés.

Les points 3.2 et 3.3 de la Directive sur l'aide sociale définissent la nature et la qualité des prestations d'encadrement exigées de la part des SASA. L'OPM contrôle la qualité de ces prestations et leur mise en pratique en se fondant à cet effet, d'une part, sur les comptes rendus des SASA et, d'autre part, sur les résultats des inspections effectuées par le Service des migrations auprès des centres d'hébergement.

En introduisant de nouvelles prescriptions et en renforçant le contrôle de gestion, le canton de Berne favorise la transparence dans le domaine de l'asile et crée de nouvelles possibilités: les SASA peuvent notamment profiter mutuellement de l'élaboration de bonnes pratiques (*best practices*) en matière de finances et de qualité. Pour garantir l'octroi de l'aide sociale en matière d'asile à partir de 2015, la Direction de la police et des affaires militaires (POM) envisageait de procéder à un appel d'offres public selon les dispositions de la loi du 11 juin 2002 sur les marchés publics (LCMP; RSB 731.2). En 2014, la réorganisation du domaine de l'asile exigée par la Confédération laissait présumer une forte charge de travail pour le personnel concerné au sein de la POM. C'est pourquoi elle a suspendu fin avril 2014 tout projet d'appel d'offres public et a prévu la conclusion de contrats de prestations portant sur les années 2015 à 2017 avec les SASA existants. Le Conseil-exécutif entend toutefois procéder à un tel appel d'offres. Son ampleur exacte et le moment adéquat font actuellement l'objet d'analyses dans le cadre des travaux liés à l'élaboration d'une stratégie cantonale de l'asile. Dès lors, le Conseil-exécutif estime qu'une évaluation externe coûteuse peu avant l'appel d'offres public ne serait guère judicieuse.

Le domaine de l'asile se caractérise par une évolution constante. Une première série d'adaptations a eu lieu suite à la modification du mode de calcul des subventions fédérales pour l'aide sociale en matière d'asile dans l'Ordonnance 2 du 11 août 1999 sur l'asile relative au financement (ordonnance 2 sur l'asile, OA 2; RS 142.312), avec pour conséquence une réduction correspondante des contributions fédérales à l'aide sociale en matière d'asile versées au canton de Berne (-13%). Au cours des prochains mois, celui-ci connaîtra en outre différentes réorganisations stratégiques ainsi que des ajustements sur le plan opérationnel dus à la restructuration du domaine de l'asile à l'échelle fédérale. Au vu de la situation, le Conseil-exécutif préconise d'allouer les ressources financières et humaines disponibles à ces tâches indispensables plutôt qu'à une évaluation portant sur un domaine au sein duquel d'importants progrès ont déjà été réalisés au cours des dernières années.

Pour les raisons susmentionnées (introduction en 2015 de prescriptions concernant le contrôle de qualité et l'évaluation de l'efficacité effectués par l'OPM dans la Directive sur l'aide sociale; projet d'appel d'offres public dans le domaine de l'aide sociale en matière d'asile; frais considérables engendrés par une évaluation externe approfondie), le Conseil-exécutif conclut au rejet de la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Wir kommen zu Traktandum 11. Ich übergebe der Motionärin das Wort.

Ursula Marti, Berne (PS). Wir haben gestern und heute schon mehr als ausführlich über die Unterbringung von Asylsuchenden gesprochen. Es wäre schön gewesen, wenn es unsere Motion aufgrund der Planungserklärungen oder aufgrund der bisherigen Entscheide jetzt gar nicht mehr bräuchte. Leider ist dies nicht der Fall. Mit unserer Motion machen wir auf die sehr unbefriedigende Situation bei den Auftragsvergaben an Betreuungsdienstleister wie die Heilsarmee-Flüchtlingshilfe oder die ORS aufmerksam. Noch immer werden diese Aufträge nicht nach dem Vergabegesetz ausgeschrieben, sondern freihändig von der POM nach Kriterien vergeben, die nicht immer ganz klar sind. Die Verträge werden zwar gemäss der Antwort der Regierung neu vereinheitlicht. Das wird als grosser Fortschritt dargestellt, doch eigentlich wäre das selbstverständlich. Es löst auch das

¹ http://www.pom.be.ch/pom/fr/index/migration/schutz_vor_verfolgung-asyl/publikationen_downloads.html
CONVERT_8da0cf81e35f46d38d274193e33b138e 18.09.2015

grösste Problem nicht, welches darin besteht, dass die Qualität der Dienstleistungen sehr unterschiedlich ist. Dieses Problem bleibt weiter bestehen, umso mehr, als es gemeinnützige und gewinnorientierte Anbieter gibt.

Wir haben nun einen konstruktiven Vorschlag eingebracht und möchten die Leistungen der verschiedenen Anbieter vergleichen. Es geht um jene Leistungen, welche die Anbieter selber beeinflussen können, und die gemäss Beobachtungen von Fachleuten in sehr unterschiedlicher Qualität erbracht werden. Es geht etwa um die Anzahl zu betreuender Personen, für die eine Betreuungsperson zuständig ist. Bei einer Kita würde man vom «Betreungsverhältnis» sprechen. Wie sehen der Kostenaufwand und die Rendite pro betreute Person oder pro Dienstleistung aus? Wie ist der Umgang mit Krankheitsfällen? Welche Bildungs- und Arbeitsmöglichkeiten stehen den Asylsuchenden zur Verfügung? Diese Punkte möchten wir zwischen den Anbietern vergleichen, denn hier bestehen grosse Unterschiede bei der Qualität.

Ich bin schon etwas erstaunt und enttäuscht über die Antwort der Direktion, die auf diesen Vorschlag nicht eingehen will. Die Evaluation würde die Qualität der Betreuung verbessern, vor allem auch einheitliche Standards sichern und eine Best Practice etablieren. Dies würde zu besseren Bedingungen für alle führen, sowohl für die Anbieter als auch für diejenigen, die in den Zentren untergebracht sind. Die Grundlagen, die man dabei erarbeiten würde, wären sehr wichtig für die neue Strategie und für die dringend nötigen Verbesserungen in der Unterbringung, aber für die Kommunikation und für den Umgang mit allen Beteiligten. Sie wären auch wichtig, um Vertrauen und Transparenz gegen Innen und Aussen zu schaffen und einen partnerschaftlichen Umgang mit allen Anbietern zu etablieren. Der Vergleich würde die Anbieter auch dazu motivieren, ihr Bestes zu geben.

Die Antwort der Direktion zeigt eine bekannte Abwehrhaltung. Man will nichts Neues einführen, ja nichts hinterfragen und sich auch nicht in die Karten blicken lassen. Wir sind der Auffassung, dass dies nicht geht. Wir verlangen, dass öffentliche Ausschreibungen gemacht werden und man genau anschaut, wer mit dem Geld des Kantons welche Leistungen erbringt. Wir wollen keine finanziellen Optimierungen zulasten der Qualität. Ich bitte Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, unsere Motion anzunehmen.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Wir kommen zu den Fraktionssprechenden.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die Motion verlangt, dass die von verschiedenen Vertragspartnern im Asylbereich erbrachten Dienstleistungen für die Betreuung von Asylsuchenden evaluiert werden sollen. Diese Forderung ist Ausdruck eines Vertrauensverlusts gegenüber der POM in Bezug auf die bisherige Arbeit im Asylbereich. Verträge wurden mit fragwürdigen Methoden an bevorzugte Organisationen vergeben. Ein Beispiel: Die Zivilschutz-Anlage Hochfeld wurde Anfang 2012 eigentlich nur für sechs Monate in Betrieb genommen. So konnte eine Ausschreibung der Leistungsvergabe umgangen werden. Den Vertrag mit ORS hat das Amt aber von Anfang an unbefristet und mit einer Kündigungsfrist von sechs Monaten für beide Seiten auf Ende des Quartals unterschrieben. Das heisst, dass der MIDI bereits bei der Inbetriebnahme der Notunterkunft Hochfeld davon ausgegangen ist, dass die Betriebsdauer mehr als sechs Monate betragen wird, die Vergabe aber ohne Ausschreibung erfolgen sollte.

Die POM schreibt in ihrer Antwort, dass sie sich den Aufwand und die Kosten einer Evaluation sparen möchte. Die Grünen sind auch der Ansicht, dass keine unnötigen Kosten verursacht werden sollten. Dies bedeutet aber nicht, dass ein Amt staatliche Aufgaben mit einem Trick einer profitorientierten Organisation übergeben darf. Die Schlagzeilen betreffend die Tätigkeit dieser Organisation im Ausland sind uns allen bekannt. Die Missstände im Hochfeld möchte man aber noch nicht sehen. Ich gehe davon aus, dass diese Missstände im Rahmen der Umsetzung der vorliegenden Motion angesprochen würden. Es wäre tatsächlich interessant, zu erfahren, welche Organisation im Asylbereich welche Leistungen erbringt, und wieviel Gewinn sie auf Kosten der Schutzsuchenden generiert. Die Grünen werden diese Motion mehrheitlich unterstützen. Ein Teil unserer Fraktion wird den Vorstoss wegen der Kosten nicht unterstützen.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Wir haben natürlich vollstes Verständnis für dieses Anliegen. Auch für uns ist Kostentransparenz wichtig. Es ist uns auch wichtig, dass die Voraussetzungen für alle gleich sind und alle mit denselben Ellen gemessen werden. Im Text steht jedoch, dass ein Bericht verlangt wird. Ich habe mir von der Verwaltung sagen lassen, dass es zwischen einem und anderthalb Jahren braucht, um alle dafür benötigten Fakten zusammenzutragen. Nach Meinung der

gip muss man jetzt von der Verwaltung verlangen, dass eine saubere Strategie umgesetzt wird. Das wurde uns versprochen, und daran glauben wir. Wir möchten nun nicht einfach einen Bericht verlangen. Vielleicht würde dieser sogar das Vorwärtskommen in dieser doch sehr turbulenten Situation behindern. Die gip hat jedoch vollstes Verständnis für das Anliegen. Wenn wir das Ganze einmal neu aufgestellt haben, werden wir wahrscheinlich auch die dazugehörigen Fakten kennen. Das wird sich wohl gleichzeitig ergeben. Wir lehnen diese Motion ab.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Quel serait le but d'une telle expertise? Améliorer et garantir la qualité de la prise en charge, avoir des règles homogènes: oui, mais à quel prix? Non, chers collègues socialistes, nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'octroyer le mandat externe que vous souhaitez. Votre motion a été déposée seulement quelques jours après que l'OPM a décidé d'appliquer de nouvelles prescriptions et évaluations. Les services sociaux en matière d'asile doivent déjà répondre à des exigences claires qui définissent la nature et la qualité de leurs prestations, et le contrôle de gestion existe déjà. Et tout ce petit monde a déjà assez de travail. Ne chargeons pas le bateau encore avec des expertises coûteuses et inutiles, halte à la bureaucratie! Le parti évangélique rejette unanimement cette motion.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Die vorliegende Motion verlangt die Evaluation der Betreuungsdienstleistungen für Asylsuchende. Das Ziel dieser externen Evaluation und des Berichts besteht darin, die verschiedenen Anbieter bezüglich ihrer Leistungen und deren Qualität vergleichen zu können. Der Kanton Bern hat mit verschiedenen Asylsozialhilfestellen Leistungsverträge abgeschlossen. Leider fehlt bis heute die nötige Transparenz bei diesen Verträgen. Es war ursprünglich geplant, diese Leistungsverträge für die Zeit ab 2015 öffentlich auszuschreiben. Auf eine Ausschreibung wurde dann aber wegen fehlender Ressourcen verzichtet, und die Verträge wurden bis Ende 2017 verlängert. Eine öffentliche Ausschreibung ist jedoch gemäss der Antwort der Regierung weiterhin geplant. Die Resultate der in der Motion geforderten externen Evaluation können die Grundlage für diese Ausschreibung und auch für die darauf folgende Vergabe liefern.

Zu den wichtigen Punkten, die in der Evaluation zu beleuchten sind, gehören nicht nur die Kosten und der Personalaufwand pro betreute Person, sondern auch die Rendite pro betreute Person und die Analyse der Geschäftsmodelle, der Jahresberichte und vor allem auch der Rechnungen dieser Organisationen. Es liegt im Interesse des Kantons, dass die Anbieter nicht nur die in den Verträgen definierten Leistungen erbringen, sondern vor allem auch, dass die Qualität dieser Leistungen den Anforderungen entspricht. Wir alle haben in den letzten Tagen die Berichte von den enormen Flüchtlingsbewegungen gelesen, von den vielen Menschen, die Schutz und Hilfe nötig haben. Eigentlich weiss man schon lange, dass in Syrien ein fürchterlicher Krieg herrscht. Man weiss auch schon lange, dass Hunderttausende, ja Millionen von Menschen auf der Flucht sind und in den Nachbarländern Syriens, in der Türkei, im Irak und im Libanon, in Flüchtlingslagern leben. Man hat auch gewusst, dass die internationale Unterstützung für die Flüchtlinge in diesen Lagern längst nicht mehr ausreicht, und dass diese Menschen neue Wege aus ihrem Elend suchen müssen und sich nach Europa aufmachen. Trotzdem wird Europa jetzt von diesem Ansturm überrumpelt.

Die ORS ist in Österreich wegen ihrem Umgang mit Asylsuchenden im Aufnahmезentrum Traiskirchen in letzter Zeit stark kritisiert worden. Die private, gewinnorientierte Unternehmung hat ihren Sitz in der Schweiz und betreut auch im Kanton Bern mehrere Unterkünfte für Asylsuchende. Auch in der Schweiz wird die Frage aufgeworfen, ob eine gewinnorientierte Unternehmung wie die ORS, eine AG, die richtige Form für diese Aufgaben im Asylbereich ist. Die Arbeit der ORS wird auch immer wieder kritisiert. Mit der vorgeschlagenen externen Evaluation kann man Klarheit über die Qualität der in den Leistungsverträgen definierten Leistungen schaffen. Man kann die verschiedenen Organisationen vergleichen. So schafft man einheitliche Standards und erhöht die Qualität in der Betreuung. Eine gute, menschenwürdige Betreuung ist im Interesse der Flüchtlinge, aber auch der Allgemeinheit und des Kantons Bern. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diese Motion.

Christoph Berger, Aeschi (UDC). Mit diesem Vorstoss wird mehr Transparenz verlangt, was die Leistungsverträge mit den diversen Dienstleistungserbringern im Asylbereich betrifft. Im Asylbereich geht es um grössere Summen, weshalb es maximale Transparenz braucht. Darin sind wir uns sicher alle einig. Gemäss der Antwort des Regierungsrats hat dies die POM ebenfalls erkannt. Eigentlich sollte ein öffentliches Vergabeverfahren bereits Standard sein. Es ist tatsächlich

stossend, dass dies mangels Personalressourcen noch nicht umgesetzt wurde. Wir nehmen den Regierungsrat jedoch beim Wort, wenn er in seiner Antwort festhält, dass eine öffentliche Ausschreibung weiterhin angestrebt wird.

Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, wir müssen uns jedoch hüten, bei jeder sich bietenden Gelegenheit Berichte zu verlangen. Solche Berichte kosten viel Geld und benötigen Personalressourcen. Dies steht den Sparsbemühungen entgegen, die wir hier drin jeweils propagieren. Im Rahmen der gesamtkantonalen Asylstrategie, die noch ausgearbeitet wird, soll zudem ein Ausschreibungsverfahren festgelegt werden. Dies wurde uns so gesagt. Deshalb lehnt die SVP-Fraktion diesen Vorstoss sowohl als Motion wie auch als Postulat ab.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Gestern ist der Asylbericht einstimmig angenommen worden. Dies ist doch ein Zeichen an das Amt, dass etwas geschieht und dass es Verbesserungen gegeben hat. Es ist auch ein Zeichen dafür, dass es weitere Verbesserungen geben wird. Das hat auch der Polizeidirektor ganz klar gesagt. Ich habe ein Dokument mit dem Titel «Asylsozialhilfe, Nothilfe und Gesundheitsweisung für Personen des Asylbereiches im Kanton Bern (Asylsozialhilfeweisung, 3. Fassung, gültig ab 1. Januar 2015)» mitgebracht. *(Die Rednerin zeigt dem Rat das Dokument)*. Dieses Dokument ist öffentlich, Sie können es lesen. Im 9. Kapitel wird klar definiert, wer was erfüllen muss. Es ist für die BDP-Fraktion klar, dass wir eine menschenwürdige und einheitliche Betreuung wollen. Doch wir vertrauen darauf, dass diese Punkte bei der Erarbeitung der Asylstrategie einbezogen werden und dass alle mit denselben Ellen gemessen werden. Deshalb lehnen wir diesen Vorstoss ab.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Es haben sich keine Einzelsprechenden gemeldet. Somit hat nun der Regierungspräsident das Wort.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich danke für diese Voten. Eines möchte ich klarstellen: Die Antworten, die Sie jeweils erhalten, stammen von der gesamten Regierung, nicht von der jeweiligen Direktion. Manchmal sind die Antworten meiner Direktion in der Regierung umstritten. Dann muss ich sie überarbeiten und nochmals vorlegen. Was Sie erhalten haben, sind die Antworten der Regierung (*hilarité*). Dann möchte ich noch darauf hinweisen, dass dieser Vorstoss am 18. Januar 2015 eingereicht wurde. Das ist schon eine Weile her. Sie haben gestern den Bericht der GPK zum Asylwesen einstimmig genehmigt. Verschiedene Dinge, die hier kritisiert wurden, sind in diesem Bericht in ähnlicher Form intensiv behandelt worden.

Ich bedanke mich für das Votum von Grossrätin Schenk. Diese Weisung ist ganz entscheidend. Sie ist seit dem 1. Januar 2015 in Kraft. Die Motion wurde am 18. Januar 2015 wahrscheinlich in Unkenntnis dieser Weisung eingereicht. Wir haben ein grosses Interesse daran, dass alle unsere Leistungserbringer nach denselben Standards arbeiten. Dabei möchte ich nochmal auf etwas hinweisen, was ich auch schon gesagt habe: Alle Leistungserbringer unterzeichnen den gleichen Vertrag. Es ist unredlich, den Eindruck zu erwecken, als ob es gemeinnützige, wohlthätige und liebe Leistungserbringer auf der einen, und böse, gewinnorientierte Leistungserbringer auf der anderen Seite gäbe. So ist es nicht. Alle Leistungserbringer müssen mit den gleichen Mitteln rechnen und Leute betreuen. Am Schluss muss die Rechnung aufgehen. Auch für die Heilsarmee-Flüchtlingshilfe muss die Rechnung aufgehen. Sie lebt nicht von Gottes Lohn.

Dann muss ich noch etwas präzisieren: Wir haben in der Regierungsantwort geschrieben, unser Entscheid habe mit den Personalressourcen zu tun. Doch dies ist nicht der einzige Grund. Wenn Sie den betreffenden Satz genau lesen, sehen Sie, dass ich mich entschieden habe, keine Ausschreibung zu machen, weil ab dem 1. 1. 2018 die Neustrukturierung des Asylwesens auf Bundesebene erfolgt. Es ist nicht sinnvoll, für die zwei verbleibenden Jahre eine Ausschreibung zu machen, wenn danach das gesamte Asylwesen vom Bund auf eine neue Basis gestellt wird. Man rechnet, dass 60 Prozent der Asylsuchenden in Bundeszentren betreut werden und dort über ihr Gesuch entschieden wird. Nur noch 40 Prozent sollen auf die Kantone verteilt werden. Das ergibt ein ganz anderes Mengengerüst. Wir sind zumindest von dieser Annahme ausgegangen, als wir diese Antwort verfasst haben. Deshalb habe ich mich entschieden, noch keine Ausschreibung vorzunehmen, sondern zu warten, bis die neue Struktur des Asylwesens auf Bundesebene steht. Dann werden wir die Situation beurteilen und eine Ausschreibung vornehmen.

Vor diesem Hintergrund empfiehlt die Regierung, die beschränkten finanziellen Mittel nicht für eine externe Evaluation einzusetzen. Auch bei einer externen Evaluation werden die zuständigen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter meiner Direktion sowie der Leistungspartner in stundenlangen

Anhörungen über ihre Tätigkeit Auskunft geben müssen. Die Regierung ist der Auffassung, dass dafür jetzt nicht der richtige Zeitpunkt ist.

Ursula Marti, Berne (PS). Ich bin froh, zu hören, dass sich etwas bewegt. Doch es wurde nur von den Ressourcen gesprochen, die man benötigt, um einen solchen Vergleich zu erstellen und die Grundlagen zu erarbeiten. Es gibt aber auch einen grossen Nutzen dadurch, dass wichtige Fragen geklärt würden. Diese Antworten könnten für die Erarbeitung der neuen Strategie und für die Neustrukturierung sehr hilfreich sein. Wir werden auch nach der Neustrukturierung infolge des neuen Bundesgesetzes Unterkünfte brauchen. Es ist gut, dass es zumindest für alle die gleichen Verträge geben wird. Aber das reicht nicht. Das grosse Problem besteht darin, dass bei der Umsetzung grosse Qualitätsunterschiede vorhanden sind. Ich bin froh um die Voten jener Fraktionen, die diese Probleme erkennen und angehen wollen, auch wenn sie die Motion nicht unterstützen, weil es ihrer Meinung nach nicht der richtige Moment dazu ist, oder weil sie keinen Bericht haben wollen. Das kann ich bis zu einem gewissen Grad verstehen. Ich bin zuversichtlich, dass die Botschaft angekommen ist und die angesprochenen Probleme gelöst werden können.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Wir kommen zur Abstimmung über Traktandum 11. Wer die Motion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 44

Non 98

Abstentions 4

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Sie haben die Motion abgelehnt.